REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA MANCHE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

(2ème Circonscription)

FÉDÉRATION de la GAUCHE DÉMOCRATE et SOCIALISTE

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Désigné par la F.G.D.S. comme son candidat, j'ai le grand mais redoutable honneur de solliciter vos suffrages au nom de cette formation politique, présidée par François MITTERRAND.

Je dois donc mener le combat pour la réalisation d'un programme, dont la presse et les affiches vous ont défini les points essentiels et notamment ceux pouvant situer la Nation par rapport au contexte international.

Mais je crois qu'il est bon surtout de vous préciser ceux qui intéressent particulièrement notre région et ses habitants.

OU VA NOTRE DEPARTEMENT ?

On a pu constater que notre département est exclu des différentes zones d'expansion économique bénéficiant des sollicitudes du gouvernement actuel, et risque de devenir un désert ou un réservoir de main-d'œuvre à bon marché. Qu'ont donc fait nos représentants actuels, pourtant tous de la majorité, pour éviter cela et remercier les électeurs de les avoir élus ?

NOTRE POLITIQUE AGRICOLE

Au contraire et compte tenu de sa vocation agricole, il est possible de donner une évolution économique valable à notre région en suivant la politique agricole de la F.G.D.S. qui préconise l'intégration de l'agriculture, et particulièrement l'élevage, dans l'économie générale de la Nation, l'intégration de la politique agricole dans la politique économique d'ensemble, pour aboutir au rapprochement progressif du revenu de l'agriculture des autres catégories du pays.

LES MOYENS DE CETTE POLITIQUE

Ces résultats peuvent être obtenus par

Une réorganisation générale comportant l'orientation des productions, la création d'un Office de la Viande ; par un développement intensif de l'Enseignement agricole, par la recherche d'implantation d'industries connexes assurant sur le plan local, l'emploi d'une main-d'œuvre dont la fixation freinerait l'exode rural. Et ceci sans préjudice de l'action qui peut être menée en ce qui concerne un remembrement judicieux, le rôle effectif des S.A.F.E.R., l'équipement collectif, etc.

Une fiscalité agricole intelligente, relevant aussi de la justice sociale, serait un autre moyen important en pratiquant un allégement de l'impôt sur le revenu agricole par un abattement massif exonérant les petites exploitations ainsi que l'exonération de la T.V.A. pour les produits et équipements nécessaires à l'agriculture.

Une recherche de débouchés inter-européens menée dans le souci de sauvegarder les intérêts de nos producteurs agricoles.

Si les problèmes agricoles sont ceux que la nature même de notre région place au premier plan, nous ne nous préoccupons pas moins des autres catégories sociales dont d'ailleurs, dans ces domaines, les aspirations sont aussi celles du monde paysan et apportent ainsi la preuve qu'une nation forme un tout dont il est vain de vouloir dissocier les éléments. C'est donc pour tous que nous voulons :

UNE VERITABLE REFORME FISCALE

par des simplifications massives garantissant une répartition plus équitable des charges fiscales, supprimant les exonérations anormales et scandaleuses favorisant les trusts ; par une détaxation des consommations essentielles et par l'application judicieuse d'abattement à la base pour les catégories les moins favorisées.

LE DROIT AU TRAVAIL

par une formation professionnelle valable, par la connaissance du marché de l'emploi, par une politique préventive de reconversion des travailleurs, par la protection des salariés contre la menace du chômage que souhaite en fait le régime actuel, selon le Vème Plan, pour lui permettre de peser sur les revendications du monde du travail ; par la suppression des zones de salaires établissant une discrimination abusive.

LE DROIT AU LOGEMENT

par une réforme de la politique foncière jugulant une spéculation honteuse dont bon nombre se sont faits les spécialistes et auxquels le maintien du ré-

gime actuel promettrait encore de beaux jours, même pour ceux qui auraient pris le train en marche. Par la réalisation effective, et non sur le papier, de 600.000 logements nouveaux par an, dont **480.000** bénéficiant de l'aide publique, parmi lesquels 350.000 logements sociaux.

LE DROIT A LA SANTÉ

par le développement de notre système de santé, la réforme et l'équipement du secteur public hospitalier. Il est bon de souligner, à cette occasion, les attaques que subit actuellement la Sécurité Sociale de la part du gouvernement et dont s'émeuvent à juste titre, les Administrateurs des différentes Caisses composant cet Organisme qui représente une des plus belles conquêtes de la gauche démocratique. Nous sommes décidés à ne pas laisser entamer ce patrimoine et nous souhaitons au contraire sa pleine extension à toutes les catégories sociales.

LE DROIT A LA VIEILLESSE HEUREUSE

par l'abaissement de l'âge de la retraite, par un ajustement réel des retraites et pensions aux fluctuations économiques et non par l'attribution d'aumônes dérisoires qui sont le fait de ce régime qui détourne de sa destination réelle une grande partie du Fonds de Solidarité Nationale. Nous voulons aussi pratiquer une véritable politique du « 3ème Age » assurant aux personnes âgées le bénéfice d'une évolution économique à laquelle elles auront contribué par leurs activités antérieures.

Dans la vie du Citoyen, l'instruction et l'éducation qu'il aura reçues conditionneront en majeure partie le développement de sa vie d'homme. C'est pourquoi nous donnons cette importance à l'option **« Priorité des priorités à l'Education Nationale »** et que nous exigeons :

UNE VERITABLE REFORME

garantissant la modernisation et la démocratisation effective de l'enseignement, seule capable de donner des chances égales pour tous.

UN ENSEIGNEMENT LAIQUE

ouvert à tous, dans le respect le plus absolu des consciences et seul bénéficiaire des fonds publics.

UNE REVALORISATION

morale et matérielle de la fonction enseignante.

UNE AUGMENTATION SUBSTANTIELLE

des crédits alloués à l'Education Nationale pour permettre d'assurer l'extension de l'enseignement technique, la réalisation d'un enseignement spécialisé donnant à l'enfance handicapée ou inadaptée ses chances de réintégration dans une vie sociale normale.

LA PROLONGATION DE LA SCOLARITÉ

obligatoire jusqu'à 18 ans, en donnant aux moins favorisés les moyens de s'insérer dans le monde du travail.

UN ALLEGEMENT DES PROGRAMMES

L'INDEPENDANCE DE L'UNIVERSITÉ

Qu'il s'agisse des problèmes nationaux ou des problèmes plus particuliers que je viens d'évoquer avec vous, leur solution suppose d'abord la disparition du régime actuel et la venue au pouvoir d'une majorité démocratique dont, seule, la Fédération de la Gauche, raisonnée et raisonnable, peut constituer l'axe.

C'est pourquoi, avec François MITTERRAND, je vous demande de voter « UTILE » en m'apportant vos suffrages DES LE 1er TOUR. Ensemble, nous ferons une France forte et libre dans l'épanouissement d'une vraie démocratie.

Le Suppléant :

Charles GRANDGUILLOTTE

Conseiller Municipal de Pontorson.

Vu, le Candidat

Robert GRAS

Membre du Comité Central de la Convention des Institutions Républicaines.

IMP. GAZETTE-ST-HILAIRE